

Un article du site « Maghreb socialiste » :

## **Lutte ouvrière : au nom du « trotskysme », une soumission totale au stalinisme et à ses avatars**

### **LO contre la proclamation de la IVème Internationale**

« Dans la vie courante n'importe quel boutiquier sait fort bien faire la distinction entre ce que chacun prétend être et ce qu'il est réellement » Nous serions bien inspirés de nous rappeler ce principe qu'énonce Marx dans l'Idéologie Allemande. Il doit nous guider dans l'appréciation en particulier de LO. LO se réclame du Trotski. Et pourtant LO est héritier d'un courant historique qui lorsque Trotski fonde la IV reste à l'écart de cette fondation. Dans un texte datant de 1988 (50 ans après la fondation de la IVe Internationale : quelles perspectives pour les militants révolutionnaires internationalistes ?), LO rendant compte de manière du reste très peu précise de sa filiation historique écrit : « Pour pouvoir mener et défendre librement une politique qui refusait tout compromis sur la question fondamentale de l'indépendance politique et organisationnelle du prolétariat révolutionnaire, Lutte Ouvrière s'est construite indépendamment des diverses organisations se réclamant de la IVe Internationale. »

Mais LO louvoie sur la question : Trotski avait il raison de fonder la IVème Internationale ? La fondation de la IVème Internationale n'était pas une décision arbitraire prise sur un coup de tête. D'abord le processus qui conduit à la fondation de la IV débute par l'appréciation en 1933 que la III est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Trotski avant 1933 considère que le combat doit être mené dans la IIIème Internationale malgré les persécutions staliniennes. Tant que demeure une chance de redresser la IIIème Internationale, Trotski demeure partisan du combat à l'intérieur, quitte à s'opposer à ceux qui le pressent alors de proclamer une nouvelle Internationale. Mais à partir du moment où sur la base des tragiques événements d'Allemagne, Trotski tire la conclusion que la IIIème Internationale est définitivement morte comme Internationale révolutionnaire, il s'engage dans le processus de construction d'une nouvelle Internationale. Tout montre par exemple sa politique en France par rapport à Pivert, à ceux qui se réclament du « syndicalisme révolutionnaire » qu'il ne s'y engage pas en sectaire mais dans le souci de rallier à cette perspective tous ceux qui à un moment où à un autre font un pas dans le sens de la rupture avec le stalinisme ou la social démocratie. Que cette démarche n'ait pas obtenu les résultats qu'il en attendait n'enlève rien à la justesse de la décision prise en 1938. Car à vrai dire la proclamation de la IVème Internationale ne peut plus attendre. Le monde est à la veille d'une nouvelle guerre impérialiste et « la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ». Il faut par la proclamation de la IVème Internationale faire un pas dans le sens de la résolution de cette crise.

Il se trouve que Trotski a déjà eu à répondre aux ancêtres de LO ou à leurs cousins de l'époque :

« Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils de créer une Internationale « artificiellement »; seuls, de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

*La IV° Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV° Internationale !*

*Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? » La IV° Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». ELLE EXISTE ET ELLE LUTTE. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce*

*sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste à l'écart. Demain, ce sera plus visible. »*

Trotsky ne se leurrerait pas sur la force de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Il ne se leurrerait pas davantage sur les hommes qui la fondaient avec lui. Mais lorsqu'il en appréciait les limites, il ne le faisait pas sur le ton insupportable du donneur de leçons moralisateur qu'affectionne LO, il appréciait ces limites comme le produit d'une période historique : celle où il est « minuit dans le siècle » et où il faut combattre « à contre courant » :

*« Cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et qui ont toujours recherché une tendance plus radicale ou plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns ou les autres sont toujours plus ou moins des « outsiders » à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. D'où le nombre important d'intellectuels ou d'émigrés. . . eux aussi plus ou moins « outsiders ». La composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est pas à prédominance ouvrière. . . Nous devons critiquer la composition sociale de notre organisation et la modifier, mais nous devons aussi comprendre qu'elle n'est pas tombée du ciel, qu'elle est déterminée, au contraire, aussi bien par la situation objective que par le caractère de notre mission historique en cette période »*

C'est donc en connaissance de cause que Trotsky fonde la IV<sup>ème</sup> Internationale. Il le fait malgré ce qu'il sait de la faiblesse de ceux qui l'entourent (et il faut préciser que nombre des meilleurs militants trotskystes ont été liquidés par la Guépéou ou la répression fasciste). Or ce qui est remarquable, c'est que LO fait de cette faiblesse un argument contre la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Il s'agit là d'une divergence de LO, non avec les militants de la IV<sup>ème</sup> Internationale mais une divergence de LO avec Trotsky lui même

Alors, sans aucun doute, ces faiblesses, à travers les terribles événements qui vont suivre, après l'assassinat de Trotsky vont se manifester en particulier à travers l'épreuve de la guerre. La situation en France est typique. Plusieurs vieux cadres vont sombrer, laissant place à une jeune génération de militants peu expérimentés. Inévitablement des oscillations politiques vont se manifester.

Toutefois, et malgré ces oscillations, la IV<sup>ème</sup> Internationale peut être fière de son passé. Les trotskystes furent les seuls à combattre le nazisme sur un terrain de classe. A l'inverse des stalinien qui lorsqu'ils « tournèrent » après l'offensive nazie contre l'URSS menaient campagne sur la ligne chauvine : « À chacun son sale Boche », les trotskystes hissèrent haut le drapeau de l'internationalisme. Il faut signaler par exemple la sortie du bulletin « Arbeiter und Soldat » en direction des soldats allemands, dans des conditions de risque inouï (Widelin qui dirigeait ce travail mourra dans un camp nazi). Il faut indiquer le rôle des trotskystes notamment dans les premières manifestations de résistance du prolétariat à l'occupant par exemple contre « la relève », c'est à dire l'envoi forcé d'ouvriers français dans les usines allemandes. Ils y acquirent une influence non négligeable à la sortie de la guerre dans le prolétariat. (Lire à ce propos Jean Pierre Cassard Les trotskystes en France pendant la seconde guerre mondiale) A ceux qui après la guerre et dans des conditions tout de même moins difficiles s'érigent en censeurs de l'activité des militants de la IV<sup>ème</sup> Internationale qui payèrent un lourd tribut à la répression fasciste et stalinienne, il faut demander : présentez votre propre bilan !

## **LO refait l'histoire du combat de Trotski et de l'opposition de gauche**

À vrai dire la divergence de LO avec Trotski ne porte pas que sur la nécessité de fonder la IV. Dans le texte déjà cité (50 ans après la fondation de la IVème Internationale. . . .), LO se livre à une interprétation très particulière du combat de Trotski et de l'opposition de gauche avant la fondation de la IVème Internationale. Ce qui est instructif, c'est ce que dit LO et surtout ce qu'il ne dit pas, et qui renvoie fondamentalement à un trait caractéristique de LO, la soumission au « grand frère » stalinien.

Rappelons le. C'est en 1933 avec la prise du pouvoir par Hitler que Trotski conclut à la nécessité de s'orienter vers la construction d'une nouvelle Internationale. Du reste le texte déjà cité (50 ans après. . . .) de LO en convient :

*« C'est en 1933 qu'il s'est engagé dans la voie de la construction d'une nouvelle Internationale.*

*« Une organisation - écrivait-il en juillet 1933 à propos de l'Internationale stalinienne - que n'a pas réveillé le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie démontre par là-même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. Le dire ouvertement et à haute voix, c'est notre devoir immédiat vis-à-vis du prolétariat et de son avenir. »*

Mais pourquoi la victoire d'Hitler, « le tonnerre du fascisme » est elle le signe manifeste du caractère irredressable de la IIIème Internationale ? C'est ce que ne dit pas LO alors que Trotski n'a cessé pendant des années de le marteler : à cause de la criminelle politique de division de la classe ouvrière allemande menée par les staliniens. Pour les staliniens « *fascisme et social démocratie sont des étoiles jumelles* ». Ils vont jusqu'à voter pour les nazis contre les sociaux démocrates dans certains Länder.

En février 1933, Trotski écrit encore à propos de l'Allemagne

*« Il y a deux ans et demi, l'opposition de gauche proposait instamment que toutes les instances et les organisations du Parti communiste, du Comité central à la petite cellule provinciale, adressent rapidement aux organisations parallèles sociales-démocrates et syndicales, une proposition concrète d'actions communes contre la liquidation imminente de la démocratie prolétarienne. Si la lutte contre les nazis s'était développée sur cette base, Hitler ne serait pas aujourd'hui chancelier, et le Parti communiste aurait un rôle dirigeant dans la classe ouvrière. Mais ce qui est fait est fait. Les résultats des erreurs accomplies ont eu le temps de se transformer en réalités politiques et sont aujourd'hui un élément de la situation objective. Il faut la prendre comme elle est. Elle est bien pire qu'elle ne pourrait être. Mais elle n'est pas désespérée. Un tournant politique mais efficace, audacieux, déclaré, réfléchi peut sauver entièrement la situation et ouvrir la voie menant à la victoire. »*

Toute la politique de Trotski en Allemagne de 1930 à 1933 tient en ceci : Front Unique du parti social démocrate, du PCA, des syndicats contre le nazisme ! Le caractère criminel de la politique des staliniens en Allemagne tient en leur combat jusqu'au bout – c'est à dire jusqu'à l'arrestation de milliers de militants du PCA mais aussi du SPD. . . et des trotskystes – contre le Front Unique. Pourquoi LO n'en souffle t-il mot ?

## **De la couverture de la politique des staliniens en Allemagne à l'apologie de la politique des staliniens en Espagne**

Dans le texte « Cinquante après. . . . » LO pare de toutes les vertus les militants du PCA. Au moment même où le PCA pave le chemin de Hitler, LO commente : « *Le Parti Communiste Allemand était à la fois un parti de masse qui en 1932 recueillait près de six millions de voix aux élections, et un parti ouvrier. C'était le parti d'une classe ouvrière qui avait connu depuis la fin de la première guerre mondiale une situation dure, de misère et de chômage, et des luttes sans merci : grèves, manifestations, insurrections ou révolutions qui se soldaient par des fusillades, des*

*emprisonnements, des interdictions politiques et des passages dans la clandestinité.*

*Le Parti Communiste Allemand recelait des trésors de combativité forgée dans ces grèves et ces luttes sociales, nombreuses et dures, des années passées. Des trésors de conscience et de culture politique aussi, car la plupart des militants avaient gardé dans leurs bagages le meilleur des traditions social-démocrates, auquel s'étaient ajoutées les nouvelles traditions communistes. Et surtout des trésors d'organisation et en particulier d'organisation politique et militaire; »*

C'est bien du PCA de 1932 que parle LO ! Alors la question n'est pas celle du « dévouement », de la « combativité » des militants du PCA. Le dévouement, la combativité peuvent exister au service de toutes les causes, même les plus barbares, l'actualité nous le montre assez. La question est celle de l'orientation du PCA. Et sur cette question, LO est plus qu'évasif. Le problème selon LO, c'est que le PCA. . . n'avait pas de direction :

*« Sous la houlette des petits caporaux ou fonctionnaires de Moscou qui disaient « gauche, droite », mais toujours à contretemps, le Parti Communiste Allemand a donc vu défiler à sa tête un nombre impressionnant d'hommes ou d'équipes successives, Lévi, Brandler et Thalheimer, Fischer et Maslow, Neumann et Thaelmann, puis Thaelmann sans Neumann. . . Le résultat des pratiques stalinienne, ce fut qu'il n'y eut plus de direction du tout. Juste une potiche, un Thaelmann momifié, mis dans l'impossibilité de saisir et comprendre les tournants brusques des situations et d'y réagir, incapable de diriger un parti révolutionnaire en période de crise. »*

Mais est ce de cela qu'il s'agit ? S'agit il d' incompetence, d' « impossibilité de saisir et comprendre les tournants brusques des situations » etc. En réalité écrire cela, c'est camoufler la responsabilité du PCA. C'est camoufler qu'il s'agissait non d'une absence de direction, mais d'une direction activement contre révolutionnaire. C'est camoufler que Staline considérait comme une menace mortelle une victoire du prolétariat allemand, et que par conséquent et de la manière la plus cynique il œuvrait à son écrasement; car une victoire du prolétariat allemand aurait donné en URSS même une puissante impulsion à la révolution politique donc à l'expulsion de la bureaucratie stalinienne.

Et quelle forme prenait alors cette politique activement contre révolutionnaire sinon celle du cours ultra gauche faisant de la social démocratie l'étoile jumelle du fascisme. Notons le, à l'inverse de LO, Trotski ne considère pas le PCA comme le parti de la classe ouvrière mais comme un des deux partis de la classe ouvrière avec la social démocratie. Trotski ne cesse d'insister là dessus : malgré ses trahisons le SPD est loin d'avoir perdu toute influence sur la classe ouvrière, et d'ailleurs, c'est la politique stalinienne qui le maintient en vie. Et c'est pourquoi une politique de Front Unique est nécessaire ! Mais de cela LO ne souffle mot et du reste LO est plein de bienveillance à l'égard du cours ultra gauche des staliniens. Peut on à ce sujet employer des formules plus confusionnistes que celles ci :

*« Car dans les années décisives du combat de l'Opposition de Gauche au sein de la Troisième Internationale, les staliniens avaient emprunté le cours ultra-gauche de la 3e période, un cours momentané et faussement radical qui préparait la période ultra-opportuniste suivante, celle des Fronts Populaires. Mais cela avait permis au stalinisme de couper l'herbe sous le pied de l'Opposition de Gauche, de la piéger dans une attitude en apparence plus modérée et moins révolutionnaire, et finalement de l'isoler. » (Cinquante ans après. . . )*

Ainsi ce serait le prestige du cours ultra gauche suivi par les staliniens qui auraient empêché les organisations trotskystes de se développer ? C'est exactement le contraire de ce que dit Trotski ! Au contraire il montre que le cours ultra gauche s'est traduit par un rétrécissement considérable de l'audience des PC (et en France de la CGTU qu'il dirige) et au contraire donne une nouvelle jeunesse à la social démocratie. C'est la raison pour laquelle Trotski préconisera l'entrisme en France dans les Jeunesses socialistes parce que désormais une partie des militants ouvriers qui cherchent la voie du programme révolutionnaire se détournent des staliniens et vont renforcer les partis sociaux démocrates. Mais de cela LO ne veut pas entendre parler car en toute circonstance il

garde pour les partis staliniens les yeux de Chimène.

Cela va jusqu'à l'apologie pure et simple de la politique stalinienne en Espagne. Le rôle du PC en Espagne au service de la bureaucratie stalinienne est celui d'une agence contre révolutionnaire active d'une importance décisive. Ce rôle n'est pas seulement attesté par ce qu'ont écrit à ce propos les historiens se réclamant du trotskysme (Broué, Félix Morrow), mais à travers des témoignages accablants de militants partie prenante de la guerre civile. Le récent ouvrage de Sygmunt Stein, ancien dirigeant stalinien qui s'était engagé dans les Brigades Internationales (Ma guerre d'Espagne) montre par exemple avec quel cynisme les staliniens - les assassins d'Andreas Nin - ont envoyé à la mort des centaines, des milliers de combattants, qu'ils se réclament du POUM, de l'anarchisme, ou qu'ils émettent simplement des doutes sur la politique du Front Populaire. Il décrit comment un Marty, dirigeant du PCF n'hésitait pas à abattre de sang froid un combattant jugé trop familier avec lui. Le rôle des staliniens était de faire rentrer dans les rangs de l'armée républicaine bourgeoise (dont ils occupaient nombre de postes clef au niveau des officiers) les combattants anti franquistes. Trotski n'a eu de cesse de combattre la politique contre révolutionnaire des staliniens, de tenter de regrouper contre cette politique des militants en Espagne, malgré le passage avec armes et bagages dans les rangs du Front Populaire d'Andreas Nin via la constitution du POUM.

Cette bataille était pour Trotski de première importance car après la prise de pouvoir de Mussolini et de Hitler, après le reflux du mouvement des masses en France via le gouvernement de Front Populaire, l'Espagne constituait la dernière opportunité de renverser le cours des choses, la dernière opportunité de remporter une victoire pour le prolétariat. On sait ce qu'il en advint, hélas !

Mais que dit LO dans Cinquante ans après. . . de l'Espagne ? Bien peu de choses sinon quelques lignes. . . à la gloire du PCE !

*« Ce fut en particulier un cadre moyen du parti, Quiñones, un militant d'origine russo-roumaine qui était arrivé en Espagne en 1931 comme instructeur de l'Internationale Communiste, qui parvint à mettre sur pied la première direction nationale clandestine du Parti Communiste Espagnol, en avril 1941. Fait prisonnier auparavant, après la défaite des troupes républicaines, il avait acquis du crédit auprès d'autres militants grâce à ses connaissances politiques et conspiratives. Il constitua autour de lui « une direction du Parti Communiste Espagnol à l'intérieur » qui commença à envoyer des émissaires dans toutes les provinces pour regrouper des forces.*

*Tous ces militants communistes n'étaient pas trotskystes. Ils étaient staliniens. De la IVe Internationale, ils ne connaissaient rien, ou alors probablement la méprisaient ou la haïssaient. Mais malgré les errements politiques imposés par leur direction, ils restaient profondément des militants communistes et des militants de valeur. »*

Ainsi est passé à la trappe le rôle contre révolutionnaire des staliniens ! Ainsi les étrangleurs de la révolution espagnole sont transformés en « militants de valeur ». Faut il commenter ?

### **LO : une fascination constante pour les partis staliniens**

La « réécriture » par LO de l'histoire du combat de Trotski et de l'opposition de gauche ne doit rien au hasard. Si LO camoufle qu'en Allemagne le combat mené par Trotski est le combat pour le Front Unique PCA SPD, c'est évidemment à mettre en relation avec la politique présente de LO en France; Que reproche LO aujourd'hui à la politique du PCF ? La propre politique contre révolutionnaire de ce dernier ? Sa politique de défense de l'association capital travail à travers le combat pour « l'intervention des travailleurs dans la gestion », « la citoyenneté dans l'entreprise » qui visent à attacher l'ouvrier au char de l'exploitation capitaliste ? Son rôle dans les organisations syndicales où il est le plus constant promoteur de la politique du « dialogue social » etc. ? Pas du tout ! Il lui reproche. . . de s'associer au PS dans des listes électorales (reproche que LO peut d'ailleurs. . . s'adresser à lui même puisque ces militants furent un temps élus en France sur des listes « union de la gauche » pas seulement avec le PS et le PCF mais même avec des colistiers appartenant à des partis bourgeois : radicaux, Verts etc. ). Il lui reproche d'appeler à voter pour des

candidats du PS au second tour. Ah ! Si les PC étaient restés sur l'orientation ultra gauche de la « troisième période » ! Voilà au fond la plainte de LO par rapport à la politique des PC !

L'histoire de LO et des partis staliniens, c'est l'histoire d'un amour déçu et pourtant toujours vif ! Il y a dans Cinquante ans. . . une phrase qui est une contre vérité manifeste sur la politique de Trotski mais qui en dit beaucoup sur la politique de LO elle même : « *Comme la IIIe Internationale était sortie de la IIe, la Quatrième Internationale de Trotski ne pouvait sortir que de la IIIe, en attirant vers elle le meilleur des masses et des militants, voire des chefs de la précédente. D'où, sinon ? Il fallait absolument trouver alors le moyen d'accès vers ceux qui existaient. Vers ce parti et ces militants de la IIIe Internationale qui étaient les seuls à garder encore un idéal et un savoir-faire communiste.* »

Rien n'était plus étranger à Trotski que l'idée que les organisations de la IVème Internationale se constitueraient à partir des seuls militants issus des partis staliniens ! En France l'entrisme dans la SFIO, la politique à l'égard du PSOP et de Pivert l'indiquent assez. Ce qui n'excluait évidemment pas la possibilité de gagner des militants venus des PC. Mais Trotski se gardait bien de réduire « *le mouvement ouvrier réel* » pour parler comme LO aux partis staliniens. Quant à l'idée d'attirer à la IVème Internationale des chefs des partis staliniens, c'est à dire des contre révolutionnaires endurcis, inutile de commenter !

Mais voilà qui nous apprend au moins de quoi sont peuplés les rêves amoureux des dirigeants de LO !

### **La question palestinienne, question décisive pour le prolétariat et la jeunesse du Maghreb**

La soumission à la politique des partis staliniens et ex staliniens est la constante de la politique de LO. On le verra plus bas pour l'actuelle politique de LO en France. Mais une illustration particulièrement parlante de la soumission de LO à cette politique est la position de LO sur la question palestinienne.

Pour les travailleurs et la jeunesse de tout le Moyen Orient et du Maghreb, l'expulsion accompagnée des massacres de la population palestinienne qui est l'acte de naissance de l'État d'Israël est l'expression concentrée de la barbarie et de l'oppression impérialiste. Le fait que 70 ans après, les masses palestiniennes n'aient pas encore pu être entièrement soumises, que la revendication de restitution au peuple palestinien de la Palestine historique soit toujours vivante, malgré le déluge de feu qui s'abat périodiquement sur ce peuple, fait que la lutte du peuple palestinien est un point de ralliement des masses opprimées de toute la région.

Pour tout militant qui se prétend révolutionnaire, la revendication : droit du peuple palestinien à disposer de sa terre va de soi. Il faut dire les choses avec la plus grande netteté : cela suppose la destruction de l'État d'Israël. L'État d'Israël n'est pas un état comme les autres. C'est par nature un État colonial, né dans le sang et par le sang des masses palestiniennes. Les massacres fondateurs de l'État sioniste en 1948 avaient été sanctifiés à l'avance par l'ONU qui, Staline en tête dans le cadre de la « coexistence pacifique », reconnaissaient dès 1947 l'État d'Israël. Dire que l'État d'Israël doit être détruit, est ce dire que « les juifs doivent être jetés à la mer » ? Non. C'est dire que dans le cadre d'un État palestinien, où bien évidemment les actuels réfugiés des camps palestiniens retrouveront leur ville ou village, leurs terres dont ils ont été spoliés, il appartiendra à la population juive de décider si elle accepte ce cadre ou si elle le refuse. Nous n'avons pas d'illusion : beaucoup d'entre eux ne supporteront pas de ne plus disposer de leurs privilèges et partiront. Pour prendre une comparaison, beaucoup de blancs d'Afrique du Sud ont décidé de quitter le pays lorsque la minorité blanche a perdu le monopole du pouvoir (alors même que les privilèges économiques de la minorité blanche ne sont nullement remis en cause par le gouvernement ANC par ailleurs !). Mais ce sera leur décision.

Mais pour reprendre la comparaison avec l'Afrique du Sud, serait un bien piètre révolutionnaire

celui qui mettrait sur le même plan la minorité blanche oppresseuse et la majorité noire. Lorsque Trotski se prononce pour la « République noire » en Afrique du Sud il exprime cette réalité. La même chose vaut pour la Palestine, le combat pour la souveraineté du peuple palestinien suppose que soit formulé comme mot d'ordre transitoire : « Pour une constituante palestinienne », sachant qu'en Palestine comme ailleurs dans les pays dominés l'émancipation des masses palestiniennes n'est possible que par la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan allant vers l'expropriation des grands moyens de production, vers le socialisme.

Telle est la perspective historique dans laquelle doit se situer le combat des révolutionnaires. Évidemment nous en sommes loin. Le peuple palestinien supporte non seulement l'oppression barbare quotidienne de l'État sioniste. Mais il est aussi victime de la trahison historique que représentent les accords de Washington – Oslo de 1993 à travers lesquels la direction de l'OLP a capitulé reconnaissant l'État d'Israël, c'est à dire la spoliation de 79% de son territoire historique. Quant à la perspective d'un « État palestinien » constitué de confettis laissés à l'administration OLP sous tutelle de l'État sioniste, non seulement ce n'est rien d'autre qu'une prison à ciel ouvert pour les Palestiniens, mais encore ce qui se passe depuis les dits accords montre que l'État sioniste n'est même pas disposé à en laisser la « libre » administration à l'OLP. Les accords de Washington méritent d'être appelés la deuxième « *grande catastrophe* » pour les Palestiniens. Ils ont eu aussi pour conséquence de rejeter une partie des masses palestiniennes dans les bras des groupes islamistes archi réactionnaires type Hamas – dont il faut rappeler qu'au début ils ont été soutenus par Israël contre l'OLP.

Comment les masses palestiniennes pourront elles réaliser leur objectif historique ? Le plus probable est que cela n'est possible qu'en relation avec de gigantesques événements dans la lutte des classes, pas seulement en Palestine mais aussi dans les pays arabes avoisinants, voire au cœur des citadelles impérialistes, événements qui balayeront les vieux régimes réactionnaires soumis à l'impérialisme (l'Égypte, la Jordanie, le Liban – ces derniers états étant au demeurant des créations artificielles produits de l'impérialisme etc. ). L'inquiétude d'Israël au plus fort de la mobilisation révolutionnaire des masses en Égypte – avant que la chape contre révolutionnaire de Sissi ne retombe sur elles – indique que l'État sioniste sait où est le danger. (pour plus de précision voir la rubrique Palestine dans Maghreb socialiste)

## **LO en défense de l'État d'Israël**

Au regard de cette orientation il faut apprécier l'orientation de LO. En 1967, l'UCI (LO) produit un texte qui constitue la référence aujourd'hui encore de ce groupe sur la question (Le problème palestinien). Ce texte commence par un historique grosso modo correct (d'autant plus correct que de l'aveu même de ses auteurs il emprunte beaucoup à la production théorique de la IVème Internationale à l'époque !)

*« Devant une telle situation, c'est presque un lieu commun que d'affirmer que les révolutionnaires ont eu raison de lutter contre la création d'un État juif en Palestine. »*

Pourtant quelques lignes plus loin le forfait contre les masses palestiniennes que constitue la création de cet État est entériné :

*« Mais après la création de l'État d'Israël, les militants internationalistes ont continué à mener une politique marxiste révolutionnaire. Ne se sentant nullement liés par le « statu quo » de 1948, ils ont réclamé le droit des réfugiés palestiniens à regagner leur foyer, l'égalité complète des droits pour les arabes israéliens, et surtout pour les uns et les autres, le droit de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à y compris la libre séparation des régions de l'État d'Israël à majorité arabe. C'est-à-dire le droit, pour les Arabes israéliens de se détacher de l'État d'Israël et de forcer (il faut sans doute lire forger ndlr) s'ils le désirent un État indépendant. »*

Donc une fois adoptée une prise de position purement formelle contre la création de l'État d'Israël, on reconnaît cet État, les masses arabes ne se voyant attribués par LO que le droit. . . de faire

sécession !

Et la suite : « *C'est pourquoi la lutte pour le socialisme dans cette partie du monde passe pour les révolutionnaires israéliens, par la lutte pour la désionisation de l'État israélien* »

La « désionisation » de l'État d'Israël ? C'est aussi sérieux qu'un chimiste qui se fixerait pour but la « désacidification » de l'acide chlorhydrique, ou la « déshumidification » de l'eau ! L'État d'Israël s'est constitué comme État sioniste. Le sionisme n'est pas une caractéristique accidentelle d'Israël; c'est sa nature même !

Et plus loin : « *L'État d'Israël n'est pas la solution du problème juif, il ne peut pas l'être. Que l'État d'Israël existe ou n'existe pas, la solution du problème juif pour la dizaine de millions de Juifs de la terre, c'est en même temps la solution pour tous les opprimés, c'est le socialisme.* »

Que l'État d'Israël existe ou n'existe pas. . . La formule est admirable. Il pourrait donc y avoir « socialisme » avec la pérennité de l'État d'Israël ? LO vient d'inventer une nouvelle sorte de « socialisme » qui serait parfaitement compatible avec le colonialisme !

Et la conclusion : « *C'est pourquoi, tout en considérant que c'est une politique criminelle de la part des dirigeants arabes de s'en prendre à Israël en tant qu'État, et au peuple Juif en tant que tel, c'est-à-dire implicitement en étant pour l'existence d'Israël, nous sommes, en cas de conflit ouvert, du côté des Arabes, même si cela devait se traduire par la fin d'Israël, tout comme la guerre d'Algérie s'est traduite par le départ des Pieds-noirs, ou comme un mouvement d'indépendance en Afrique du Sud pourrait se traduire par le départ des blancs* »

Notons qu'il y a belle lurette que les dirigeants des États Arabes ont cessé de se prononcer formellement pour la destruction de l'État d'Israël !

Mais ce qui demeure 50 ans après, c'est le fait que LO soit (pourquoi « *implicitement* » ?) pour l'existence de l'État d'Israël. On peut ensuite écrire des pages contre les multiples et barbares opérations de Tsahal contre les Palestiniens. Il se trouve que ces opérations barbares sont le seul mode d'existence possible de l'État d'Israël. En politique qui veut la fin, vaut les moyens !

Et de préciser :

« *Ceci dit et posé, nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (souligné par nous) De même que nous pensions, et que nous pensons toujours, qu'il est regrettable que Pieds Noirs et Arabes n'aient pas su se fondre dans une Algérie indépendante. Quel pays cela aurait pu être !* »

Il y aurait beaucoup à dire sur « *les Pieds noirs et Arabes. . . fondus ensemble dans une Algérie indépendante* » comme si là encore les deux populations pouvaient être mises sur le même plan dans l'Algérie d'avant l'indépendance ! Mais surtout on apprend que pour LO l'existence d'Israël « *pourrait être « bénéfique »* »

Au bout du compte, la position de LO rejoint non seulement celle de tous les dirigeants des appareils (PC, PS) mais même grosso modo, celle des « grandes puissances » impérialistes qui périodiquement tentent de calmer ce chien enragé difficile à contrôler qu'est devenu Israël. C'est ce qui ressort de la déclaration de LO de 2009 :

« *Les grandes lignes d'un règlement un peu durable sont connues : celui-ci impliquerait l'évacuation de la plus grande partie des territoires occupés depuis 1967 par Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins, normalisation à laquelle ceux-ci sont prêts* »

Une « *normalisation* » sur le dos des millions de palestiniens expulsés ! Une normalisation qui entérine la spoliation de 79% de la terre palestinienne !

Il faut appeler les choses par leur nom et caractériser la politique de LO pour ce qu'elle est :



aplatissement total devant l'impérialisme et ses laquais qui sont à la direction des organisations ouvrières.

## **LO et les licenciements à PSA en 2012 en France**

Parler de la position de LO sur la Palestine, c'est évoquer une prise de position purement théorique. LO n'a aucune influence pratique sur le cours des événements qui s'y déroulent. Il en va autrement en France. Comme disait Engels, « *la preuve du pudding, c'est qu'il se mange* ». La mise à l'épreuve pratique de la politique de LO, en France ce fut l'orientation qu'il a impulsé à PSA Aulnay en 2012.

Il faut préciser : LO dirigeait la section CGT de PSA Aulnay en 2012 (aujourd'hui, Mercier, dirigeant LO est même délégué central CGT de toutes les usines PSA en France). L'annonce par la direction de PSA de la fermeture de l'usine d'Aulnay et des 8000 licenciements qui l'accompagnaient était un événement national dans une situation où se multipliaient les plans sociaux en France (Sanofi, Doux, Carrefour, Petroplus etc. ). La classe ouvrière avait les yeux tournés vers PSA, d'autant plus que la section CGT PSA Aulnay était dirigée par des militants se réclamant du communisme, de la révolution et même du trotskysme, les militants de LO.

Personne ne prétend – en tout cas pas nous ! - que la victoire était aisée à obtenir, c'est à dire le retrait du plan de licenciements. Elle supposait un affrontement majeur avec non seulement la direction mais le gouvernement lui même.

Mais une chose est sûre : la condition nécessaire – non suffisante sans doute – pour la victoire était la formulation du mot d'ordre : « *pas un seul licenciement ! Pas une seule suppression d'emploi !* ». La condition nécessaire – non suffisante sans doute - était : refus de toute discussion sur la mise en œuvre du plan social !

Or dès le départ, Mercier et LO ont tourné le dos à ce mot d'ordre. Le mot d'ordre de la direction LO de la CGT, c'est : « *un CDI pour tous* » (où ? Dans quelle entreprise ? Avec quelle qualification ?). Ce mot d'ordre se situe sur l'orientation : « un autre plan social » et non « aucun licenciement ! ». A ceux qui en doutent, Mercier précise en février :

« *On va sacrifier Aulnay pour surexploiter les usines de Poissy et Mulhouse et développer le low cost. La proposition de la CGT est de répartir le travail entre Aulnay, Poissy et Mulhouse* ».

Autrement dit, on demande à la direction de déshabiller les usines de Poissy et Mulhouse pour qu'Aulnay ne disparaisse pas totalement.

Il avait indiqué en novembre 2011 : « *Des garanties sur Aulnay* » et exigeant : « *un engagement par écrit de la direction dans un accord tripartite (syndicats, PSA, gouvernement (NDLR : Sarkozy à l'époque !) pour le maintien de la fabrication de la C3 à Aulnay jusqu'à son terme, au minimum décembre 2016, en deux équipes, avec un plan de charge permettant de garantir tous les emplois existant actuellement sur l'usine, intérimaires compris ; et l'attribution à Aulnay d'un futur modèle de la C3* ».

La proposition de répartir autrement la production à l'échelle du groupe PSA se situe aux antipodes de la revendication transitoire sur l'échelle mobile du temps de travail, du partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire. Si cette dernière se situe en rupture avec la logique du profit, la première se situe dans le cadre du capitalisme et de ses lois. Si l'une consiste à répartir le travail entre toutes les mains disponibles, l'autre consiste à déshabiller un site pour en habiller un autre, ce qui revient au final à défendre une autre répartition des suppressions d'emplois. De manière complémentaire à « l'accord tripartite » réclamé par la CGT Aulnay dans le tract évoqué précédemment, la proposition de répartir autrement la production entre les différents sites de PSA a servi à justifier la participation aux négociations tripartites au nom des discussions sur les différentes façons possibles de restructurer PSA, celle défendue par la direction et celles défendues par les syndicats. De manière caractéristique, à l'issue de la première réunion tripartite, Mercier a présenté cette négociation comme une négociation « *pour rééquilibrer la production sur l'ensemble*

*des usines ».*

Nous sommes en plein dans l'orientation de la direction de la CGT qui consiste à donner des « conseils » à la direction sur la meilleure façon de gérer l'entreprise. Le point de vue de classe consiste au contraire à dire : les travailleurs n'ont pas à subir les conséquences de la faillite du système capitaliste et des conséquences de cette faillite pour tel ou tel capitaliste : « aucun licenciement ! Aucune suppression de poste ! ». Mais, dira-t-on que répliquer au patron qui dit : « *Si je maintiens tous les postes, je ne suis pas compétitif et mon entreprise est vouée à la faillite* ». La réponse est claire pour un révolutionnaire. C'est celle qui est donnée par le Programme de Transition : « *Nationalisation sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier !* ». Avec Mercier et LO, nous en sommes loin. Le combat sur l'objectif : « *aucun licenciement, aucune suppression de poste !* » supposait l'affrontement non seulement avec la direction mais avec le gouvernement lui-même. Au contraire, Mercier et LO demande un « *accord tripartite* ». Il ne cesse (avec le gouvernement Sarkozy jusqu'à mai 2012, avec le gouvernement dirigé par Hollande Ayrault ensuite) de demander au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de PSA ensuite. Pour justifier son renoncement à tout combat sur la ligne : « *aucun licenciement ! Aucune suppression de poste !* » LO se drape dans l'alibi de la « démocratie ». Les revendications sont définies par les travailleurs eux-même. Et la revendication des travailleurs n'était pas celle-ci. Ils jugeaient hors de portée le retrait pur et simple du plan de la direction, le maintien de tous les postes. Ils voulaient un plan le moins défavorable possible, selon la formule de Mercier : « *vendre notre peau le plus cher possible* ». Cet argument mérite qu'on s'y attarde.

Il est clair que l'avalanche des plans sociaux depuis 2008 (Caterpillar, Goodyear, Mitall, Air France, Doux, etc. ), le fait que pas un seul de ces plans n'ait pu être empêché pèse. C'est le résultat du fait que partout (comme à Aulnay) les responsables syndicaux se soient situés sur le plan de leur « négociation », et aussi du fait qu'aucune issue politique ne soit ouverte à la classe ouvrière et à la jeunesse confrontée à la crise du capitalisme. Cela pèse lourdement sur la conscience des travailleurs, instille le scepticisme parmi eux sur la possibilité de bloquer l'offensive patronale et gouvernementale.

Mais il faut préciser : la conscience « spontanée » des travailleurs est en réalité modelée largement par la politique des dirigeants des organisations. A Aulnay, elle est modelée non seulement par les défaites passées sur les autres plans de licenciement, mais aussi par la position à ce moment là des dirigeants CGT de l'entreprise. Le travailleur se dit : « *Si même les « révolutionnaires » qui dirigent la CGT nous présentent le maintien de tous les postes comme hors d'atteinte, comment pourrions nous l'obtenir ?* »

À supposer même que la majorité des travailleurs soit opposée au mot d'ordre : « *pas un seul licenciement ! Pas une seule suppression de poste !* », le rôle des révolutionnaire est-il de s'incliner « au nom de la démocratie » devant cette conscience « spontanée » ?

Il se trouve que T. a répondu à cette question : « *la mentalité des masses peut être arriérée ; alors les tâches politiques du Parti consistent à mettre la mentalité des masses en harmonie avec les faits objectifs. Mais nous ne pouvons adapter le programme à la mentalité arriérée des ouvriers, la mentalité et l'humeur sont un facteur secondaire-le facteur primordial c'est la situation objective [...] C'est une tâche pédagogique que d'adapter la mentalité. Nous devons avoir de la patience etc. La crise de la société est la base pour notre activité. La mentalité c'est l'arène politique de notre activité. Nous devons donner une explication scientifique de la société et l'expliquer clairement aux masses. C'est la différence entre marxisme et réformisme. Les réformistes savent sentir ce que les gens veulent entendre. Comme Norman Thomas- il leur donne cela. Mais cela n'est pas une activité révolutionnaire sérieuse* »

Il faut d'ailleurs préciser ce que vaut cet alibi de la « démocratie » si constamment brandie par les dirigeants LO pour justifier leur propre capitulation. Car la politique de trahison a sa logique propre. Puisque LO renonçait au mot d'ordre : « *pas un seul licenciement. . .* », ses dirigeants devaient finir par interdire que ce mot d'ordre soit même simplement formulé dans les assemblées d'ouvriers. Ainsi selon des méthodes que n'aurait pas désavoué le « grand frère » stalinien, les dirigeants LO de la CGT ont ils tout simplement. . . coupé le micro au représentant du syndicat SUD lorsque celui-ci

a voulu avancer ce mot d'ordre (ce qui ne peut être nié par LO puisque le dirigeant local CGT LO d'Aulnay, Philippe Julien le revendique dans l'article du Parisien qui rend compte de cette pratique !)

Dans son article de bilan de la grève (La grève de PSA Aulnay et le rôle des révolutionnaires dans les luttes) LO s'en prend longuement au petit syndicat SUD, et à ses revirements au cours du conflit. C'est peut être vrai, mais cela ne touche pas à la question essentielle : à savoir que les dirigeants LO non seulement n'ont pas combattu sur le mot d'ordre : « *aucun licenciement, aucune suppression de poste* », mais ont même interdit l'expression de cette position, ce que le même article reconnaît à demi mots :

« *les responsables de Sud refusèrent de prendre en compte les revendications décidées par les salariés, sous prétexte de défendre le « Non à la fermeture de l'usine ».* »

Tel est le centre de l'intervention de LO à Aulnay. Le reste, les « moyens d'action » employés, est accessoire et va avec cette orientation : la grève minoritaire (pour un bon plan social), les « actions coup de poing » (envahissement du salon de l'auto, du siège du MEDEF, d'une réunion du PS – où Mercier demanda une « *réunion tripartite* ») : rien de tout cela n'aurait pu être désavoué par n'importe quel bureaucrate de la CGT qui sait habiller des formes les plus « combatives » ses propres trahisons.

Et c'est pourquoi il n'y a en réalité aucune différence entre la façon dont LO a « géré » le conflit, et la façon dont l'aurait géré n'importe quelle direction bureaucratique de l'appareil.

L'article : La grève de PSA ... fait beaucoup d'efforts (pour répondre aux interrogations des militants et lecteurs ?) pour essayer de dire que la direction confédérale de la CGT était hostile à la politique de LO à la tête de la CGT à Aulnay :

« *La forme prise par cette grève explique aussi l'attitude de la direction confédérale de la CGT. Si la grève rencontra le soutien massif, financier et moral, de bien des militants CGT et de l'Union départementale CGT de Seine-Saint-Denis, en revanche la direction confédérale resta très distante. La direction de la CGT n'a pas considéré cette lutte comme la sienne, du fait de la présence de militants révolutionnaires à la tête du syndicat, mais surtout parce qu'elle ne pouvait voir d'un bon œil l'organisation des travailleurs dans cette lutte* »

Mais LO est bien en peine d'étayer cette thèse. Lorsque l'appareil de la CGT combat une politique réellement révolutionnaire, il n'y va pas avec le dos de cuiller. Rien de ce genre ici : Julien, le responsable de LO est interviewé par L'Humanité, l'organe du PCF et il n'y a pas le moindre mot de critique dans la presse confédérale sur la façon dont LO a opéré. A titre de comparaison, le syndicat CGT de Goodyear a été désavoué par la direction de la CGT, tout comme les travailleurs qui avaient déchiré la chemise du cadre Air France, la CGT condamnant « *les violences d'où qu'elles viennent* ». Mais dans le cas présent, l'appareil confédéral n'a rien à redire. C'est son orientation qui a été mise en œuvre à Aulnay !

Il faut revenir sur la conclusion de l'article : La grève de PSA. . . Rappelons le : la « grève » à PSA se termine par la fermeture de l'usine, les 8000 suppressions de poste. Cette défaite ouvrière donne des ailes aux patrons. Elle permet le redoublement de leur offensive dans le secteur de l'automobile à la suite: un accord compétitivité est signé à Sevelnord, une usine gérée par PSA ; puis à Renault. Ces accords compétitivité ont tous comme caractéristique d'augmenter l'exploitation des travailleurs.

Alors, certes, même si le syndicat avait été dirigé par des révolutionnaires authentiques, il est possible que le combat se soit terminé par une défaite. Personne ne peut fournir a priori la garantie du contraire. Mais y compris en cas de défaite, l'attitude des révolutionnaires se distingue radicalement de celle des bureaucrates. Les premiers analysent les causes de la défaite, essaient d'en tirer les leçons pour eux comme pour la classe ouvrière. C'est ce que nous a appris Marx après la défaite de la Commune de Paris. A l'inverse, les bureaucrates maquillent les faits, comme le résultat et pour camoufler leur responsabilité transforment la défaite en victoire. De ce point de vue encore les dirigeants LO de PSA ne se distinguent pas de n'importe quel bureaucrate.

La conclusion de l'article : la grève de PSA. . . est édifiante : 8000 ouvriers sont condamnés au chômage, à des stages bidon, dans le meilleur des cas à un emploi précaire.

Pourtant l'article conclut par une interview de Julien, militant LO, responsable CGT Aulnay à l'Humanité dimanche (organe du PCF)

« » *Si nous avons su surmonter les moments difficiles de la grève, c'est parce que des ouvriers ont pu réfléchir ensemble, confronter leurs idées, prendre des décisions et agir. Dans notre société, il y a d'un côté ceux qui décident et de l'autre ceux qui exécutent. Dans une grève gérée démocratiquement, ce sont les mêmes qui décident et agissent ensuite. La fameuse coupure entre le législatif et l'exécutif disparaît. C'est une reprise des traditions instaurées par la Commune de Paris. Cela fait la force d'un mouvement de grève et cela devrait se généraliser à l'ensemble de la société.* »

*La lutte menée en commun a créé des liens, une solidarité, une fraternité, qui ont transformé tous ceux qui ont participé à ce combat. Aucun des grévistes ne ressort de ces quatre mois identique à ce qu'il était le 15 janvier 2013.*

*La lutte menée en commun a créé des liens, une solidarité, une fraternité, qui ont transformé tous ceux qui ont participé à ce combat. Aucun des grévistes ne ressort de ces quatre mois identique à ce qu'il était le 15 janvier 2013.* »

En effet, aucun des grévistes ne ressort de ces quatre mois identique à ce qu'il était le 15 Janvier 2013. mais pas dans le sens où le dit LO. Avant le 15 Janvier, le gréviste était ouvrier à PSA. Après, il était chômeur. On peut enrober cette réalité de tout un baratin sur la « *solidarité* », la « *fraternité* » etc. Mais le travailleur, lui, sait dans sa vie concrète en quoi consiste le changement réel de sa situation !

## **Une politique générale de soumission aux appareils syndicaux**

Le comportement de LO lors de la fermeture de PSA Aulnay ne fait en réalité qu'illustrer ce qu'est la politique générale de LO. Les événements actuels à travers la mobilisation qui se cherche pour le retrait de la loi El Khomri en France le montrent encore. La loi El Khomri est une loi de dynamitage du code du travail, de l'ensemble des garanties collectives du prolétariat français.

Les dirigeants syndicaux de la CGT et de la FSU ont commencé en date du 23 février à signer avec la CFDT (pseudo syndicat qui en tout point conforte l'offensive du gouvernement et du MEDEF) une déclaration qui constituait une véritable déclaration d'allégeance au gouvernement, ne demandant le retrait que d'un. . . des 52 articles de la loi. Mais la vivacité des réactions en particulier dans la jeunesse poussant d'abord l'UNEF (le syndicat étudiant) à se prononcer pour le retrait de la loi, a contraint les dirigeants CGT et FSU à modifier leur discours. Le 3 Mars conjointement à FO ils se prononçaient formellement pour le retrait de la loi. Mais en même temps, ils répondaient à l'invitation du gouvernement à une concertation sur ladite loi. Le 9 Mars, les mêmes dirigeants étaient contraints à se joindre à la journée de mobilisation convoquée par l'UNEF et les organisations de jeunesse. Ils n'appelaient pas à la grève et voulurent cantonner la mobilisation à des rassemblements. Il y eut pourtant un nombre significatif de grévistes et les rassemblements se transformèrent en manifestations. Les mêmes dirigeants reportèrent ensuite leur propre appel à manifester au 31 Mars, espérant sans doute l'épuisement de la volonté de combat pendant les trois semaines qui séparaient les deux dates. Il y eut pourtant entre 2 et 3 fois plus de manifestants le 31 que le 9.

Mais les dirigeants syndicaux entendent bien épuiser travailleurs et jeunes par la même « tactique » que celle qui a prévalu en 2003 et en 2010 contre les réformes des retraites en France. On convoque tous les 3, 4 jours des « journées d'action » où dans chaque ville les manifestants sont invités à faire le tour de leur ville respective. En même temps, les dirigeants multiplient les concertations avec le gouvernement à la sortie desquels ils annoncent régulièrement des « avancées ». Et ils évitent surtout de diriger travailleurs et jeunes là où ça se décide. Par exemple, ils combattent toute perspective de manifester à l'Assemblée Nationale au moment où la loi est discutée par les députés. Toute leur tactique est guidée par la volonté de préserver le gouvernement.

Et que dit LO ? LO dans ses congrès internes fait des discours sur « *l'intégration des syndicats* », mais dans son activité publique se garde bien du moindre mot de critique de la politique des appareils syndicaux. Tout au contraire, LO renchérit sur celle ci, invite travailleurs et jeunes à faire

consciencieusement toutes les journées d'action convoquées par ceux ci. Citons comme un des nombreux exemples possibles l'éditorial de Lutte Ouvrière en date du 11 avril. A cette date les appareils syndicaux se sont vus imposer la mobilisation du 9 mars, puis ont convoqué la journée du 31 mars et celle du 9 avril. Pour une avant garde des travailleurs, la question de la tactique des journées d'action à répétition est ouvertement posée. A titre d'exemple la CGT Goodyear – dont les militant ont été condamnés à des peines de prison ferme- combattent contre l'appareil de la CGT pour un appel à une seule manifestation centrale à Paris. Que dit Lutte Ouvrière ? *« Alors, les dizaines de milliers de salariés, d'étudiants et de lycéens qui sont redescendus dans la rue samedi 9 avril ont raison de ne rien lâcher. Même s'ils étaient moins nombreux que le 31 Mars, ceux qui étaient présents montrent la seule voie pour faire reculer le gouvernement : les débrayages, les grèves, et les manifestations »*. Notons le : la politique des appareils, celle des journées d'action à répétition est *« la seule voie »*. . . Il faut donc continuer sur cette *« seule voie »* ! *« Entraîner de nouveaux camarades de travail à faire grève et à manifester n'est pas facile. . . Comme cela fait des années qu'ils ne se sont pas battus collectivement à l'échelle du pays, et plus d'années encore qu'ils n'ont pas gagné, beaucoup se sont habitués à se débrouiller individuellement »*. On a bien compris : la cause des défaites, c'est l' *« individualisme »* des travailleurs. Voilà les appareils syndicaux exonérés de toute responsabilité ! Ils sont pourtant évoqués dans le même éditorial : *« Les confédérations syndicales ont une grande part de responsabilité dans cette situation* (le lecteur retient son souffle ndlr) *car depuis des années elles ont laissé passer toutes les attaques* (là, on ne comprend plus puisque la politique constante des journées d'action qu'elles impulsent sont selon LO *« la seule voie »*). *Elles ont aussi souvent, alimenté les divisions avec une politique corporatiste.* (souligné par nous) »

### **À propos du « corporatisme » :**

Le mot « corporatisme » pour un marxiste a un sens très précis. Il renvoie à l'organisation pré capitaliste de la production en « corporation » rassemblant dans une même organisation maîtres d'œuvre et compagnons, patrons et ouvriers. Le corporatisme à l'époque du capitalisme décadent caractérise les États fascistes ou bonapartistes. Dans cet État corporatiste, l'affiliation syndicale est obligatoire, et le « syndicat » est un syndicat vertical rassemblant patrons et ouvriers sur le terrain de la défense de la corporation. Il vise à interdire aux ouvriers à s'organiser sur leur propre terrain de classe contre les patrons, la bourgeoisie. Sans aucun doute, la politique des appareils syndicaux conduirait si rien n'y faisait obstacle au « corporatisme » pris dans ce sens. Après tout, lorsqu'un Lapaon, ancien secrétaire général de la CGT, définit l'entreprise comme une *« communauté humaine de travail »*, il pose lui même les bases du corporatisme. Mais nous n'en sommes pas là. L'instauration du corporatisme ne peut se faire en France sans une violente contre révolution, liquidant les libertés démocratiques.

Mais dans la bouche des représentants du patronat, du gouvernement, le mot « corporatisme » a pris un autre sens. Il définit la défense intransigeante par les travailleurs de telle ou telle branche de leurs intérêts particuliers, de leur statut, de leur convention collective. Par exemple, que les enseignants défendent leur statut, que les cheminots fassent de même, c'est pour la bourgeoisie du « corporatisme ». Du point de vue de la classe ouvrière, non seulement cette défense particulière ne contrevient pas à la défense des intérêts généraux de la classe ouvrière ; mais au contraire elle constitue un point d'appui pour l'ensemble du prolétariat. Prenons un exemple. La défense du statut des travailleurs de l'Hôpital Public qui relèvent de la fonction publique hospitalière sert de référence au combat des travailleurs hospitaliers du privé pour la négociation de leur convention collective.

Les représentants de la bourgeoisie utilisent de manière parfaitement calculée le mot « corporatisme » à contre sens. Quant aux appareils syndicaux, non seulement ils ne défendent pas les intérêts corporatifs (plutôt que corporatistes) des travailleurs, mais reprenant à leur compte le discours de la bourgeoisie, ils les trahissent à la première occasion. Il y en a au moment où est écrit cet article une vivante illustration en France. Le gouvernement est en train de mener une violente offensive contre le statut des cheminots de la SNCF au nom d'une « convention collective unifiée »

des cheminots, convention commune aux cheminots de la SNCF et à ceux des entreprises privées du rail. Le résultat de cette « convention collective unique » sera une brutale dégradation des conditions de travail des cheminots de la SNCF et au bout du compte de tous les travailleurs du rail pour lesquels le statut SNCF était la référence. Or il est remarquable que la direction CGT des cheminots rejette le mot d'ordre de défense du statut SNCF (qui s'appelle le RH 77).

Revenons en à LO. Non seulement LO ne reproche pas aux directions syndicales leur tactique des journées d'action (d'après LO, « *la seule voie* »). Non seulement LO n'a pas un mot contre la politique du « *dialogue social* » par laquelle ils s'associent à toutes les attaques contre le prolétariat, mais LO reproche aux dirigeants ... de trop défendre les intérêts corporatifs des travailleurs, ce qu'ils ne font nullement au demeurant. A vrai dire LO fait chorus avec la bourgeoisie et les appareils. Pour les uns et les autres, l'ennemi, c'est le travailleur qui défend ses intérêts particuliers, qui refuse de se sacrifier sur l'autel du prétendu « bien commun » qui n'est rien d'autre bien sûr que l'intérêt du capital. Celui là, sous couvert de critique de l'appareil est condamné par LO comme fauteur de division. C'est ainsi qu'il faut comprendre la phrase : « *Elles ont aussi, souvent, alimenté la division avec une politique corporatiste* »

### **LO, un obstacle à la construction du Parti Ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaires.**

La conclusion est claire. La référence de LO au « communisme », au « trotskysme » est une référence usurpée. La politique de ce groupe est historiquement marquée par sa soumission au stalinisme, et depuis le rétablissement du capitalisme en Russie aux PC, partis ex staliniens.

En Algérie, les groupes qui se situent dans la mouvance du regroupement internationale de LO sont sur une orientation similaire. Leur politique se réduit à une incantation à la lutte des ouvriers. A aucun moment les obstacles à cette lutte ne sont évoqués. Or, même si les conditions politiques diffèrent, en Algérie comme en France, le principal obstacle que rencontrent travailleurs et jeunes est dans la politique des appareils syndicaux. En France, cela s'appelle « concertation », « dialogue social » ; en Algérie, cela prend la forme de la « tripartite » gouvernement/ patronat / UGTA.

Une politique révolutionnaire dans le Maghreb pose comme une nécessité immédiate la question de la rupture des directions syndicales (UMT et CDT au Maroc, UGTA principalement en Algérie, UGTT en Tunisie) avec les gouvernements. Elle pose là où il n'en existe pas la question du combat pour la construction – Algérie – ou la reconstruction – l'UNEM au Maroc – de véritables syndicats étudiants. Elle doit formuler dans des termes à chaque fois adaptée la question du gouvernement ouvrier et paysan comme alternative aux gouvernements soumis à l'impérialisme actuellement en place.

C'est à cela qu'il faut œuvrer.

Le 15 avril 2016